

Soutien à l'entrepreneuriat agricole en milieu rural Recadrer le débat



PARTENAIRES

Diversity Institute



EMPLACEMENTS

Partout au Canada



PUBLIÉ

Décembre 2025



COLLABORATEUR

Institut de la diversité

☰ Sommaire

Le secteur agricole canadien emploie 2,3 millions de personnes et génère 150 milliards de dollars (7 % du PIB du pays) chaque année. L'agriculture a évolué, passant d'exploitations familiales traditionnelles à des entreprises axées sur la technologie. Le Canada figure parmi les plus grands exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires et de fruits de mer, avec 92,8 milliards de dollars d'exportations agricoles et alimentaires transformées en 2022. Malgré ce succès, le secteur est confronté à des obstacles. D'ici 2033, le nombre de travailleurs sera inférieur de 24 000 à celui nécessaire. La hausse des coûts opérationnels, les perturbations commerciales liées aux tarifs douaniers et les restrictions en matière de transport ajoutent à la pression. Les entrepreneurs ruraux sont confrontés à l'isolement géographique, à des infrastructures limitées et à l'éloignement des marchés urbains.

Cette étude a examiné comment les stéréotypes liés au secteur agricole nuisent à la croissance et à la durabilité de ce dernier. Les entrepreneurs agricoles ruraux sont confrontés à plusieurs défis supplémentaires par rapport aux entreprises traditionnelles. Par exemple, l'éloignement des centres urbains augmente les coûts de transport tant pour les intrants que pour les extrants, et expose les petites entreprises à des pressions sur les coûts que les grandes entreprises peuvent absorber. Le secteur est également confronté à des problèmes fondamentaux d'attractivité et de fidélisation, avec le taux de rotation volontaire le plus élevé de tous les secteurs canadiens, soit 14 % en 2022. Dans l'esprit du public, l'agriculture est principalement associée au travail manuel et aux méthodes agricoles traditionnelles, malgré les progrès technologiques réalisés dans ce secteur, qui requièrent des compétences en biotechnologie, en analyse de données et en systèmes agricoles de précision. Ces stéréotypes découragent les entrepreneurs hautement qualifiés et les nouveaux acteurs du secteur.

Les cadres de compétences agricoles existants se concentrent sur les composantes techniques, mais ne tiennent pas compte des défis uniques et des obstacles structurels auxquels sont confrontés les entrepreneurs ruraux issus de groupes méritant l'équité. Les obstacles financiers exacerbent ces difficultés, car les entreprises agricoles nécessitent généralement d'importants investissements en capital. L'accès au crédit et aux capitaux d'investissement, en particulier pour les entrepreneurs sans expérience agricole avérée ou sans garanties substantielles, reste un défi. Le ratio dépenses/revenus des exploitations agricoles s'est établi en moyenne à 82,9 cents par dollar en 2020, ce qui laisse peu de marge pour réinvestir dans la technologie ou le développement commercial. Le transfert intergénérationnel des propriétés et les coûts liés à l'exploitation dissuadent les nouveaux travailleurs d'entrer dans le secteur et limitent la participation des femmes, des peuples autochtones et des immigrants à l'innovation dans ce secteur.

PERSPECTIVES CLÉS

- 1 Le secteur agricole canadien est confronté à une « pénurie de main-d'œuvre grave et chronique », avec une baisse de 3,7 % des ventes, soit une perte estimée à 3,5 milliards de dollars en 2022, et une prévision de 24 000 travailleurs en moins que nécessaire d'ici 2033.
- 2 L'examen des cadres de compétences agricoles existants révèle d'importantes lacunes dans l'adoption d'approches inclusives et systématiques qui tiennent compte de la diversité du secteur. La plupart des cadres existants se concentrent sur les composantes techniques, mais ne traitent pas les défis uniques auxquels sont confrontés les entrepreneurs issus de groupes méritant l'équité.
- 3 L'adoption des technologies est généralement menée par les grandes exploitations agricoles (4 % des exploitations), 81 % des exploitations de plus de 5 000 acres utilisant des outils agricoles numériques; en comparaison, les petites exploitations de moins de 2 000 acres sont à la traîne avec un taux d'adoption de 36 %. Cela s'explique à la fois par les coûts d'investissement élevés des technologies agricoles (par exemple, les producteurs laitiers investissent entre 1,2 et 3,2 millions de dollars pour les licences technologiques, les infrastructures et les contrats de service) et par les lacunes en matière de compétences qui empêchent la mise en œuvre efficace de systèmes technologiques complexes.

► L'enjeu

Le secteur agricole canadien éprouve de la difficulté à attirer et à retenir la main-d'œuvre. Plusieurs raisons rendent le travail agricole moins attrayant, notamment le travail manuel, le caractère saisonnier, l'éloignement géographique et les salaires moins élevés. Le secteur est confronté à une « pénurie de main-d'œuvre grave et chronique ». Le manque de main-d'œuvre à l'échelle nationale devrait augmenter de 15 % pour atteindre 101 100 personnes en 2030 pendant la haute saison, contre 87 700 en 2023. Comparativement à d'autres secteurs, l'agriculture compte une main-d'œuvre plus âgée : environ 40 % des exploitants agricoles canadiens devraient prendre leur retraite d'ici 2033, et près de la moitié des gestionnaires et des propriétaires-exploitants devraient prendre leur retraite au cours de cette période.

Les communautés rurales sont confrontées à des opportunités et des défis entrepreneuriaux uniques, liés à la petite taille de leur population, à leur faible densité démographique et à leur éloignement des agglomérations. Les transports et l'accès aux marchés constituent des obstacles pour l'entrepreneuriat agricole rural. Les petites entreprises agricoles rurales et isolées sont souvent exclues du marché en raison des coûts élevés liés au transport des denrées alimentaires sur de longues distances.

Plus de la moitié des Canadiens associent encore l'agriculture principalement à l'agriculture traditionnelle, malgré le besoin croissant de professionnels hautement qualifiés dans des domaines tels que la biotechnologie, les sciences alimentaires, l'ingénierie et l'analyse de données.



Ce que nous examinons

Le projet a examiné les tendances actuelles en matière d'entrepreneuriat agricole en tenant compte des tendances technologiques, des défis liés au marché du travail et aux compétences, ainsi que des questions d'équité, de diversité et d'inclusion. La recherche a examiné comment les préjugés et les stéréotypes courants constituent des obstacles à la croissance et à la viabilité du secteur agricole rural au Canada, d'autant plus que ce secteur prévoit un manque de main-d'œuvre de 24 000 travailleurs d'ici 2033 et qu'il éprouve des difficultés persistantes à attirer des talents diversifiés.

L'étude s'est appuyée sur une analyse documentaire pour examiner l'innovation technologique dans l'agriculture rurale, les défis liés au marché du travail et aux compétences, ainsi que l'équité, la diversité et l'inclusion dans l'entrepreneuriat agricole rural. La recherche 1) a examiné comment les outils numériques, l'Internet des objets, l'analyse des données, la robotique et d'autres technologies transforment l'agriculture rurale, et 2) a identifié les obstacles à leur adoption, en mettant l'accent sur les peuples autochtones et les groupes méritant l'équité qui sont peu représentés dans ce secteur.

Le projet visait à comprendre les éléments suivants :

- Quels sont les changements technologiques qui se produisent dans l'agriculture canadienne ?
- Quelles sont les lacunes existantes sur le marché du travail et en matière de compétences ?
- Comment les cadres de compétences existants traitent-ils la diversité dans le secteur ?
- Quels sont les obstacles auxquels sont confrontés les groupes méritant l'équité ?

Cette approche a permis d'avoir une vision globale des défis systémiques tout en identifiant les opportunités de développement de l'entrepreneuriat agricole rural.

La recherche a également examiné les pratiques prometteuses et les approches efficaces pour relever les défis du secteur. Plusieurs programmes adoptent différentes approches pour surmonter les obstacles, notamment par le biais d'un soutien financier ciblé, de formations adaptées à la culture, de la coordination des politiques et du développement des infrastructures. Parmi les exemples, citons les programmes de prêts aux femmes entrepreneurs et aux jeunes entrepreneurs de Financement agricole Canada, les initiatives de développement des compétences du Cercle national pour l'agriculture et l'alimentation autochtones, l'Initiative pour l'équité et la diversité dans la main-d'œuvre agricole, le Partenariat canadien pour l'agriculture durable, le Programme pilote d'immigration agricole et rural et nordique, le Programme pilote agroalimentaire et plusieurs incitatifs fiscaux provinciaux visant à soutenir l'agriculture à valeur ajoutée.

Ce que nous apprenons

Les outils numériques destinés aux environnements agricoles et contrôlés ont démontré leur capacité à augmenter le rendement des cultures, à améliorer la compétitivité des entreprises et à réduire les impacts environnementaux. Ils offrent la possibilité de générer entre 750 millions et 1,5 milliard de dollars supplémentaires de revenus annuels pour l'agroalimentaire rural canadien.

Cependant, des obstacles subsistent. Tout d'abord, le coût des infrastructures reste le principal obstacle pour les petites entreprises. Deuxièmement, les technologies ne sont pas développées pour répondre aux besoins des petites exploitations et ne sont surtout pas adaptées aux plantes traditionnelles et culturellement appropriées cultivées par les communautés autochtones et immigrées dans les zones rurales du Canada. Troisièmement, la plupart des données relatives aux technologies agricoles sont générées dans des formats non structurés, ce qui limite la capacité des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs à organiser et à adapter ces données pour éclairer leurs décisions opérationnelles.

Le secteur agricole est confronté au taux le plus élevé d'inadéquation des compétences parmi tous les secteurs économiques. Les entrepreneurs agricoles doivent faire preuve d'agilité et s'adapter aux changements dans leurs activités quotidiennes et leurs prises de décision. L'examen des cadres de compétences agricoles existants révèle d'importantes lacunes dans l'adoption d'approches inclusives et systématiques qui tiennent compte de la diversité du secteur.

Divers groupes sont confrontés à des obstacles à leur participation dans le secteur agricole, ce qui entraîne des disparités en matière de participation et de revenus. Les peuples autochtones ne représentent que 2,1 % des exploitants agricoles, alors qu'ils constituent 5 % de la population totale. Ils sont également confrontés à d'importants écarts de revenus par rapport aux exploitants non autochtones (revenu annuel médian de 25 960 dollars contre 73 440 dollars). La proportion de femmes exploitantes agricoles est passée de 25,7 % à 30,4 % entre 1991 et 2021, mais celles-ci continuent de se heurter à des obstacles. Les stéréotypes sexistes et les préjugés sexistes omniprésents non seulement dévalorisent les contributions des femmes, mais créent également des obstacles qui entravent leur réussite professionnelle. Les immigrants représentent près d'un quart de la population canadienne, mais seulement 6,9 % de la communauté agricole. De nombreux participants issus du secteur de l'immigration passent à d'autres secteurs après avoir obtenu leur résidence permanente.

★ Pourquoi c'est important

Le secteur agricole est un pilier de l'économie canadienne. Les entrepreneurs agricoles favorisent l'innovation, peuvent soutenir une part importante du marché d'exportation du pays et sont susceptibles de contribuer à la croissance économique.

Les perceptions culturelles et institutionnelles profondément ancrées empêchent les nouveaux travailleurs d'intégrer les secteurs agricoles et agroalimentaires canadiens. La vision dominante actuelle de l'agriculture (stéréotypes traditionnels liés à l'agriculture) doit évoluer afin de reconnaître ce secteur comme un secteur dynamique, axé sur la technologie et hautement entrepreneurial.



**État des compétences:
Soutenir l'entrepreneuriat et les
PME autochtones et nordiques**

Si ces obstacles ne sont pas comblés, le Canada court plusieurs risques. Le manque de main-d'œuvre devrait augmenter de 15 % entre 2023 et 2030. Les zones rurales ont généralement un PIB inférieur à celui des zones urbaines. Les entreprises rurales peuvent créer des effets multiplicateurs dans l'ensemble des économies locales : des études révèlent que chaque dollar dépensé dans l'alimentation locale génère jusqu'à deux dollars d'activité économique locale.

L'entrepreneuriat et les entreprises autochtones et nordiques jouent un rôle crucial dans le renforcement des économies locales en soutenant la diversification économique, la création d'emplois et le développement communautaire.

[Lire le rapport](#)

Les stratégies gouvernementales de développement économique doivent explicitement inclure l'agriculture comme secteur prioritaire, avec des allocations financières spécifiques, des investissements dans les infrastructures et des cadres politiques qui reconnaissent le rôle de l'agriculture dans la croissance économique nationale, la sécurité alimentaire et le développement rural. Les politiques d'immigration doivent être restructurées afin de reconnaître un éventail plus large de compétences agricoles, plutôt que de s'appuyer sur des solutions temporaires qui ne permettent pas de remédier aux pénuries structurelles de main-d'œuvre sous-jacentes.

► Prochaines étapes

Le gouvernement devrait intégrer systématiquement l'agriculture dans ses stratégies fondamentales, telles que les cadres de développement économique, la recherche et le développement, les politiques commerciales et les services d'aide aux entreprises. Les investissements stratégiques dans les infrastructures de transport sont essentiels pour faciliter la connexion entre les zones de production rurales et les marchés urbains.

L'enseignement agricole et le développement des compétences doivent être intégrés de manière stratégique à tous les niveaux d'enseignement et pour tous les groupes d'âge. La mise en œuvre devrait commencer dans l'enseignement primaire et secondaire grâce à des programmes intégrés et des possibilités d'apprentissage pratique par l'expérience. Au niveau postsecondaire, il faudrait créer plusieurs parcours pour permettre aux étudiants d'acquérir des compétences en entrepreneuriat agricole au-delà des programmes traditionnels.

Il convient d'élaborer un cadre complet et adapté à la culture locale afin d'identifier les connaissances et compétences fondamentales nécessaires pour réussir à toutes les étapes du cycle agroalimentaire. Le cadre doit également inclure des approches adaptées à la culture ainsi que des directives claires pour la conception de mesures de soutien globales. Les politiques d'immigration pour ce secteur devraient reconnaître un éventail plus large de compétences agricoles, allant du travail général à court terme à l'expertise spécialisée ou technique.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport

Institut de la diversité. (2025) Rapport de synthèse de projet: Soutien à l'entrepreneuriat agricole en milieu rural Recadrer le débat. Toronto: Centre des Compétences futures.
<https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/entrepreneuriat-agricole-rural/>

Funded by the
Government of Canada's
Future Skills Program



Soutien à l'entrepreneuriat agricole en milieu rural Recadrer le débat est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Compétences futures. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles du gouvernement du Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.

© Copyright 2025 – Future Skills Centre / Centre des Compétences futures